

# Préface

La France, souvent victime d'attentats terroristes dans le passé, a été durement touchée en 2015 et 2016, à chaque fois par des individus qualifiés de « radicalisés ». Comme beaucoup d'autres services de l'État, le CAPS a travaillé à essayer de comprendre l'ampleur et la portée du phénomène de radicalisation, ne serait-ce que parce que celui-ci alimente des entreprises terroristes qui nous forcent à adapter notre politique, intérieure comme étrangère.

Si la notion s'impose donc, à la fois dans le débat politique et dans l'analyse du phénomène djihadiste contemporain auquel elle ne se limite évidemment pas, elle n'en appelle pas moins un certain nombre de précautions d'usage. Ces précautions concernent en premier lieu la définition de la notion elle-même. Comme le rappelle Farhad Khosrokhavar, la radicalisation relève d'abord du registre sécuritaire et n'a fait son entrée dans le champ des sciences sociales qu'après le 11 septembre 2001, en particulier lorsqu'il s'est agi de comprendre le phénomène des terroristes « *homegrown* ». L'apport des sciences sociales est de permettre l'analyse des phénomènes de radicalisation en tant qu'interaction de l'acteur, avec sa subjectivité, et de son environnement, tant celui – proche – de sa socialisation que celui plus lointain du contexte politique, économique et social dans lequel s'inscrit son action. L'usage de la notion de radicalisation

djihadiste appelle une seconde précaution : la distinction entre le djihadisme et des courants religieux (salafisme, wahhabisme) qui lui sont fréquemment associés, ne serait-ce que parce que les djihadistes eux-mêmes se revendiquent d'un référentiel qu'ils disent salafiste.

Ces précautions d'emploi posées, la notion de radicalisation réserve encore d'autres difficultés. La compréhension des processus de radicalisation implique une analyse fine des dynamiques locales, dans leurs dimensions politiques, sociales et anthropologiques : c'est ce à quoi s'essaient dans ce dossier les contributions sur la Tunisie et le Bangladesh, mais aussi, dans une perspective transnationale, les travaux de Dominique Thomas sur Al Qaïda et Daech, dont nous donnons également un aperçu. Le risque est grand cependant de faire de tel ou tel élément récurrent dans le parcours ou l'environnement culturel des djihadistes un facteur de causalité dans les processus de radicalisation. C'est ce qu'illustre la polémique née outre-Atlantique sur le lien entre francophonie et djihadisme, polémique sur laquelle nous revenons dans ce dossier.

A la lumière des débats intellectuels français sur la notion de radicalisation, il nous a semblé intéressant de faire dialoguer, à vingt ans d'intervalle, deux analyses du même observateur, Olivier Roy : nous publions donc, en regard d'un compte rendu de son dernier ouvrage, *Le djihad et la mort* (2016), une note qu'il avait rédigée pour le CAP après les attentats de 1995. Il y souligne notamment le risque qu'il y aurait, face à des actes terroristes commis par des ressortissants français au nom de leur appartenance religieuse, à ne plus voir les musulmans de France que par le prisme sécuritaire. C'est ce même écueil que met en lumière la contribution de Claire Arènes sur le programme de prévention de la radicalisation mis en œuvre par la Grande-Bretagne après les attentats de 2005. A travers les débats qui ont entouré la première version de ce programme « Prevent » ressort, en creux, la difficulté fondamentale de toute politique de prévention de la radicalisation : si le passage à l'action violente est le critère distinctif des processus de radicalisation, celle-ci ne

## Préface

peut être « diagnostiquée » a priori, faute d'éléments objectifs permettant de prédire le passage à la violence de tel ou tel individu. La définition des publics ciblés par les actions de prévention est porteuse d'effets de stigmatisation, là où ces actions avaient, au contraire, vocation à promouvoir l'intégration. En France, Muriel Domenach fait valoir que, après deux années, la nouvelle politique de prévention de la radicalisation, si elle est trop jeune pour tirer des leçons définitives, fait déjà apparaître de bonnes pratiques.

Dans les Varia de ce numéro des *Carnets*, nous revenons sur des sujets d'actualité brûlante pour notre diplomatie, qui pourraient également avoir des conséquences profondes sur le système international : nos relations, et celles de l'Europe, à la Russie, les enjeux de la guerre informationnelle pour nos systèmes démocratiques, les scénarios post-Brexit, les régressions démocratiques en Amérique latine et l'effet Trump.

Enfin, nous rendons hommage à Jean-Christophe Victor, disparu à la fin de l'année 2016, et à son travail de consultant pour le CAP sur le Pacifique Sud, tandis que l'invité PIPA et député allemand Hitschler répond à nos questions sur l'avenir de l'Europe de la défense.

**Justin Vaïsse,**

Directeur du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie